

# **BREST MARCHÉ POUR LA CULTURE**

**Comme beaucoup de secteurs, la culture est directement frappée par les politiques d'austérité : restrictions budgétaires, menaces sur les droits sociaux des artistes et techniciens, bouleversement des pouvoirs des collectivités territoriales, ...**

Depuis le 10 février, un grand nombre d'organisations ont appelé à se joindre au mouvement « Je marche pour la Culture ». Nous n'avons toujours pas été entendus : le Président de la République, le gouvernement et certains élus locaux, tous à la recherche d'économies, sont prêts, au nom de l'austérité, à brader les politiques culturelles, la fonction publique et la protection sociale.

Plusieurs municipalités récemment élues, dont celles dirigées par le Front National, envisagent déjà de remettre en cause leurs engagements et financements culturels, ou simplement la liberté de création et de programmation.

Les conséquences sont violentes pour l'emploi dans les professions du spectacle vivant, des arts plastiques, du cinéma, de l'audiovisuel, de la presse et de l'information, dans l'administration du Ministère de la Culture, comme dans les réseaux associatifs.

Les négociations sur l'assurance chômage qui s'achèvent mettent à mal les droits sociaux, en particulier pour les intermittents du spectacle, sacrifiés comme les intérimaires et les travailleurs précaires.

Les missions de service public sont en danger partout dans l'archéologie et les musées, les bibliothèques, les arts plastiques, le spectacle vivant, l'enseignement... Un nouvel acte de décentralisation va fragiliser les services de l'État et des collectivités territoriales, non pas pour une meilleure complémentarité des politiques mais dans le sens d'un recentrage déséquilibré sur les régions et les métropoles. La marchandisation de la Culture s'accélère au service de la concentration de groupes multinationaux entendant échapper à la réglementation et à la fiscalité nationales voire européennes.

Que reste-t-il des politiques publiques des arts, de la culture et de la communication ? L'État est-il toujours garant de l'équité territoriale, de l'égal accès de tous à la Culture dans le cadre d'une véritable décentralisation ? A quand l'ambition d'une Europe de la Culture ?

Nous, citoyens, usagers et professionnels des secteurs - particulièrement des services publics - de l'art, de la culture, de l'information et de l'éducation, exigeons une autre politique !

**La Culture est notre bien commun, au cœur d'un projet de société ouvert à toutes et tous !**

***Le samedi 17 mai, nous marchons dans toute la France !***

**A Brest rendez-vous à 14h  
Place de la Liberté, Square Mathon  
pour 17 minutes de Marche Parlante**